

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

La démocratie

Que nous apprend donc le rapport du Sénat américain sur l'usage de la torture par la CIA? On savait évidemment que les services en avaient usé et abusé; qui ne se souvient des effroyables photos d'Abou Ghraïb et de Guantanamo? Qui a oublié les circonlocutions de Washington et de la Cour suprême, distinguant, avec la subtilité d'un casuiste, la « torture » de l'interrogatoire poussé et autres « solutions alternatives »? On savait en fait depuis la guerre du Vietnam que les principes constitutionnels pesaient peu, devant la *realpolitik* des faucons, quels que soient leurs plumages et leurs proies.

Le rapport sénatorial rafraîchit – si l'on ose dire – notre mémoire, en listant et détaillant les méthodes employées; les sévices décrits sont largement à la hauteur des pratiques de la Savak iranienne; un catalogue sinistre qui soulève le cœur et défie la raison. Au-delà de cette dimension qui fera hausser les épaules aux cyniques, la démonstration est faite, de façon chimiquement pure, de la corruption que constitue la torture. Car la CIA, pour tordre des membres et briser des volontés, a dû s'enfoncer jusqu'à la ceinture dans l'univers du mensonge; elle a menti à la Maison Blanche, aux ministres, aux journalistes; elle a menti aux citoyens, elle a menti sur tout et à tout le monde.

L'excuse, toujours la même, a été cent fois avancée et cent fois récusée; la torture permettrait de « sauver des vies », en obtenant des « informations significatives ». On sait qu'il n'en est rien; l'argument ne s'est jamais appuyé sur un seul cas concret; et les professionnels du renseignement savent que c'est en croisant

et recroisant informations et analyses que le renseignement progresse. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'intelligence paye davantage que la brutalité.

La démocratie américaine entachée d'un mensonge d'Etat

Mais le choix opéré participait d'un choix politique fort. A partir du moment où le président Bush, après l'attaque terroriste contre le World Trade Center, autorisait le directeur du service de renseignement américain à « *entreprendre toutes les opérations nécessaires pour capturer et placer en détention les personnes qui représentent une menace de violence continue et sérieuse, ou qui planifient des actions terroristes* », tout devenait possible, impunité à la clé.

D'où une démocratie entachée d'un mensonge d'Etat; car les dissimulations des services ont été partagées par les premiers responsables politiques du pays, eux-mêmes pris dans la logique perverse et exaltante de la dissimulation. Une logique proliférante qui a d'ailleurs conduit à des monstruosité juridiques, telles que la déclaration du gouvernement américain stipulant que les talibans et les détenus d'Al-Qaïda ne relevaient pas de la convention de Genève sur les prisonniers de guerre...

Ce que nous apprend également le rapport sénatorial américain, c'est que la démocratie est un combat, et que la quête pour la vérité n'a rien d'une partie de plaisir; à cet égard, le travail du Sénat est à l'honneur du système politique des Etats-Unis, et l'on aimerait pouvoir en dire autant d'autre pays, singulièrement le nôtre. Pour autant,

« Dans le brouillard confus du paysage politique français, il serait bon qu'une voix, une grande voix collective, s'élève, à l'image du Sénat des Etats-Unis, pour éclairer et balayer les mensonges, les peurs et les impasses collectives dans lesquelles notre démocratie est mise, elle aussi, à la torture. »

à la torture

seules quelques centaines de pages ont été déclassifiées sur les six mille du rapport, près de dix mille documents ont été placés sous « *privilège présidentiel* », c'est-à-dire hors d'accès. C'est dire l'ampleur du recul du droit entamé avec le Patriot Act, postérieur aux attentats du 11 septembre ; ce que la commission sénatoriale souligne, en qualifiant son travail d'« *avertissement pour le futur* ».

En France, ce qui apparaissait acquis hier est aujourd'hui fragilisé

En France, le futur est déjà présent. Sitôt connu, le rapport a eu droit aux commentaires médiatisés de Marine Le Pen, laquelle a repris l'antienne familiale « *il faut faire parler les gens* », hélas beaucoup entendue durant la guerre d'Algérie, avant de faire machine arrière en expliquant qu'on l'avait mal comprise et que son soutien avait fait l'objet d'une utilisation malveillante. Cette marche arrière témoigne que même dans les temps troublés que nous connaissons, certaines limites ne peuvent être franchies et que, même sous label d'Etat, la barbarie ne fait pas recette. Reste que le péril est là, et que le risque est grand qu'à la dureté des temps réponde la dureté des hommes. Une série d'enquêtes d'opinion témoigne ainsi d'un durcissement social, d'un affaiblissement de la solidarité et d'une montée de réflexes concurrentiels. Les pauvres, les exclus, les chômeurs sont bien évidemment les premiers à en faire les frais ; d'après le Crédoc, 37% des Français estiment ainsi que ces derniers n'ont pas fait d'efforts pour se dégager de la pauvreté. Un chiffre en augmentation de douze points, par rapport à 2009. De même,

44% désapprouvent toute aide aux familles nécessiteuses, au prétexte que celle-ci serait déresponsabilisante...

Le regard porté sur les pauvres, les exclus, les chômeurs et les malades s'est donc inversé, et, avec lui, le regard porté sur les inégalités et sur les moyens d'y remédier. En 2012, trois Français sur quatre (71%) appelaient à une plus grande redistribution des richesses ; deux ans après, ils ne sont plus que 55%. Cette évolution est certes favorisée par la crise et les difficultés sociales ; mais elle est aussi structurée et légitimée par une large partie de la représentation politique. Comment ne pas se souvenir des déclarations successives et empressées de Laurent Wauquiez sur l'assistantat, « *cancer de la société française* », de Pierre Moscovici, sur le « *ras-le-bol* » fiscal, et de Manuel Valls, sur le « *haut-le-cœur fiscal* » ? Ainsi, ce qui apparaissait acquis hier est-il aujourd'hui profondément fragilisé, à la merci de démagogues jamais en reste de déclarations à l'emporte-pièce, pourvu qu'elles mettent en doute l'égalité et la fraternité, qu'il s'agisse de la violence sociale ou de la violence tout court. Dans le brouillard confus du paysage politique français, il serait bon qu'une voix, une grande voix collective, s'élève, à l'image du Sénat des Etats-Unis, pour éclairer et balayer les mensonges, les peurs et les impasses collectives dans lesquelles notre démocratie est mise, elle aussi, à la torture. C'est ce à quoi travaille sans relâche la Ligue des droits de l'Homme. Elle a, pour ce faire, besoin d'un élan citoyen ; elle invite chacune et chacun à s'y impliquer. ●